



Rapport du Vérificateur général du Nouveau-Brunswick de 2024

Volume II – audit de performance

AUDITOR GENERAL
OF NEW BRUNSWICK



VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Chapitres du volume II 2024

- Processus d'investigation, d'enquête et d'examen en cas de décès d'un enfant
- Accès aux services de traitement des dépendances et de la santé mentale
- Politique sur l'hébergement à l'hôtel
- Rapport de situation sur la mise en œuvre des recommandations des années précédentes



Processus d'investigation, d'enquête et d'examen en cas de décès d'un enfant

Ministère de la Justice et de la Sécurité publique

Volume II chapitre 2

AUDITOR GENERAL
OF NEW BRUNSWICK



VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Détails de l'audit

Objectif :

Déterminer si le ministère de la Justice et de la Sécurité publique avait mis en place des systèmes et des pratiques pour assurer l'exécution efficace des investigations, des enquêtes et des examens sur les décès d'enfants.

Entité auditée :

Le ministère de la Justice et de la Sécurité publique

Avertissement : le matériel est de nature sensible

Thèmes généraux

- En général, nous avons constaté que :
 - Plusieurs exigences imposées par la loi en matière d'examen des décès d'enfants ne sont pas respectées
 - Un manque de surveillance, de contrôle et de rapports a été constaté
 - Des améliorations doivent être apportées à la formation des coroners

Contexte

- Les services du coroner
 - Coroner en chef, 2 coroners en chef adjoints
 - 5 coroners régionaux
 - 36 coroners communautaires rémunérés à l'acte
- Régis par la *Loi sur les coroners*
- 67 investigations sur des décès d'enfants ouvertes au cours de notre période d'audit, 53 complétées

Contexte suite

- Investigations des coroners
- Enquêtes
- Examen des décès d'enfants
 - Comité d'examen des décès d'enfants

Résumé des constatations

- Le Comité d'examen des décès d'enfants a été mis en place, mais ne fonctionne pas pleinement comme prévu
- Les investigations, enquêtes et examens relatifs aux décès d'enfants ne sont pas toujours menés en temps opportun
- Amélioration nécessaire de la formation des coroners
- Non-respect de la loi et de la politique

Le Comité d'examen des décès d'enfants

- Comité établi conformément à la législation
- Cependant :
 - Conflit d'intérêt potentiel
 - Le vice-président n'a pas été nommé
 - Ne se réunit pas toujours de manière opportune

Investigations de décès

- 53 investigations sur des décès d'enfants complétées au cours de notre période d'audit
- Autopsies / rapports de police
 - 226 jours pour terminer
 - Manque d'harmonisation avec le manuel de formation des coroners

Enquêtes

- 3 enquêtes recommandées au cours de notre période d'audit
 - 1 terminé en novembre 2023
 - 1 terminé après la période d'audit - novembre 2024
 - 1 non terminé
- Absence de documentation
- Pas de calendrier établi pour l'achèvement des enquêtes

Examens des décès d'enfants

- *Loi sur les coroners* : Le Comité d'examen des décès d'enfants examine tous les décès d'enfants signalés au coroner
 - personnes âgées de moins de 19 ans
 - personnes qui étaient prises en charge par le ministère du Développement social ou dont des membres de la famille ont eu des contacts avec celui-ci dans les 12 mois précédant leur décès
- 39 examens de décès d'enfants au cours de notre période d'audit

Non-respect de la Loi

– Comité

- Ne pas remplir les rapports pour tous les décès d'enfants
- Les rapports ne sont pas tous soumis au coroner dans les 120 jours

– Ministère

- Les rapports et les recommandations ne sont pas transmis aux ministères, aux agences et aux organisations concernés
- Absence de rapport au ministre et à l'Assemblée législative

Des rapports publics inadéquats

- Ne sont pas effectuées en temps opportun
 - Non-respect du mandat du Comité
- Incomplet
 - Seulement 2/20 recommandations rendues publiques
 - Erreur : rapport noté comme n'ayant pas de recommandations

Améliorations requises dans la formation

- 34 % des coroners n'ont pas suivi la formation requise
 - Plus de 60 % n'ont pas suivi la formation requise dans la zone de Fredericton/Woodstock
 - 50 % n'ont pas suivi la formation requise dans la zone de Saint John
- Les coroners effectuent des investigations de décès sans formation
- Cas où les coroners examinent leur propre travail au lieu d'un examen par les pairs

Réponse aux recommandations du VGNB

- 28 recommandations ont été présentées au ministère de la Justice et de la Sécurité publique
- Le ministère a accepté nos recommandations



Accès aux services de traitement des dépendances et de la santé mentale

Ministère de la Santé

Volume II chapitre 3

AUDITOR GENERAL
OF NEW BRUNSWICK



VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Détails de l'audit

Objectif :

Visait à déterminer si le ministère de la Santé dispose de mécanismes permettant d'assurer un accès en temps opportun aux services de traitement des dépendances et de la santé mentale, ainsi que l'établissement de rapports adéquats sur ces services.

Entité auditée :

- Ministère de la Santé

Thèmes généraux

- Des améliorations sont nécessaires dans les domaines suivants :
 - Indicateurs clés de performance
 - Le suivi
 - L'établissement de rapports

Contexte

- Le ministère de la santé est responsable de la planification, du financement et du contrôle des services de traitement des dépendances et de la santé mentale (STDSM)
- *Loi sur les services à la santé mentale*
- *La Loi sur les régies régionales de la santé* prévoit la prestation et l'administration des services

Contexte suite

- Au Nouveau-Brunswick, en 2023-24, plus de 32 000 personnes ont été référencé vers le STDSM
- 5 019 personnes attendaient le STDSM au 12 avril 2024
- Services : Référence - Évaluation - Traitement

Résumé des constatations

- Améliorations à apporter aux indicateurs de performance
- Non-respect de la *Loi sur les services à la santé mentale*
- Budgétisation non fondée sur les besoins
- Des rapports publics inadéquats

Indicateurs clés de performance - référence à l'évaluation

- Aucun ICP n'a été établi pour le temps d'attente entre la référence et l'évaluation
- 600 personnes ont attendu plus de 100 jours
- Parmi elles, 22 ont attendu entre 366 et 529 jours

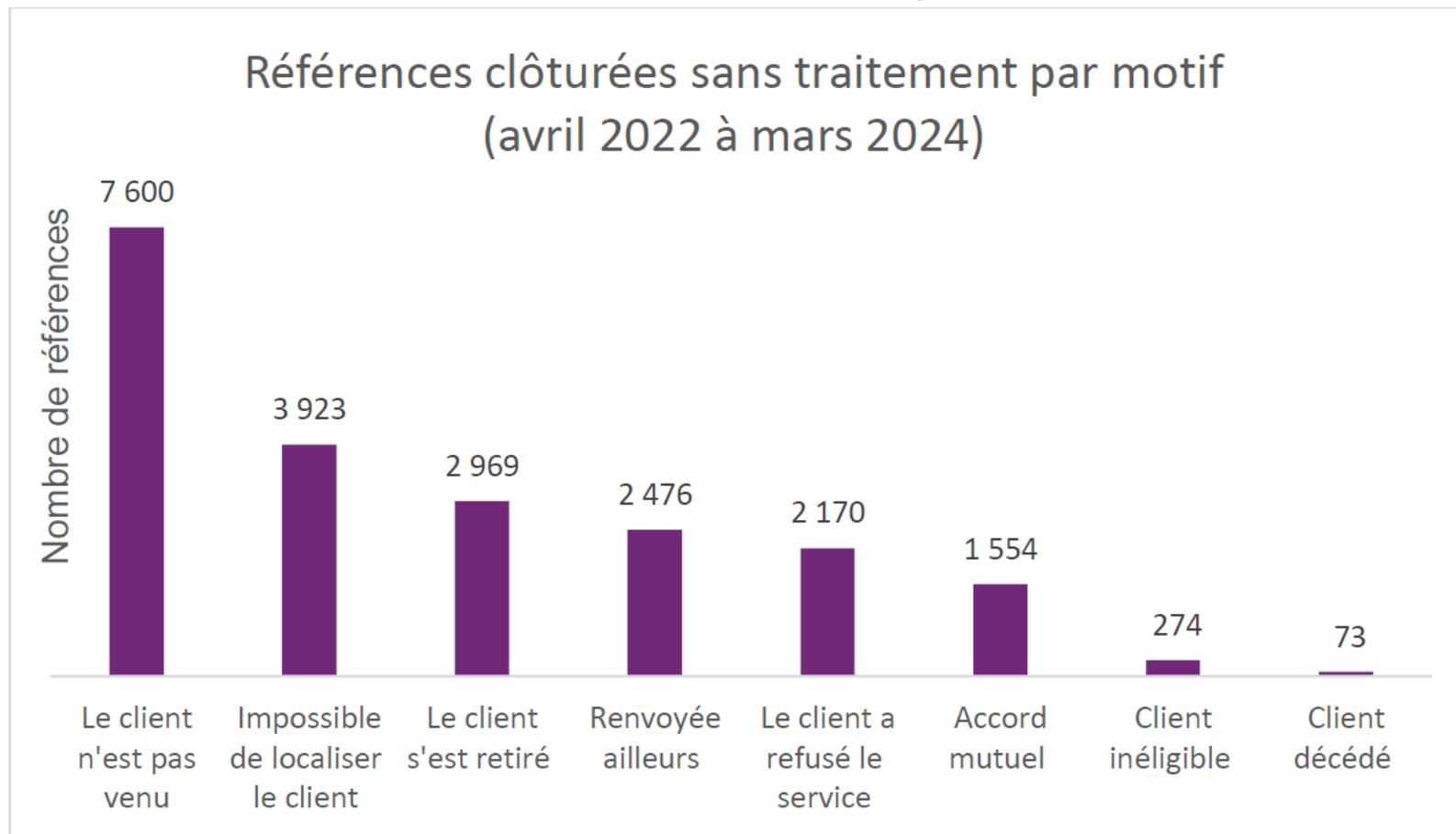
Des niveaux de priorité

- Le ministère de la Santé a défini des niveaux de priorité pour les personnes en attente d'un traitement :
 - **élevé** : instable et susceptible de se détériorer rapidement
 - **modéré** : fait preuve d'une certaine capacité d'adaptation grâce à des facteurs de protection

Indicateurs clés de performance - de l'évaluation au traitement

- ICP pour les **priorités élevées** était de 14 jours
 - Seulement rencontré 44 % du temps
 - 433 personnes ont attendu plus de 100 jours
- ICP pour les **priorités modérées** est de 56 jours
 - Seulement rencontré 69 % du temps
 - 74 ont attendu entre 366 et 688 jours

Références clôturées sans traitement



Non-respect de la *Loi sur les services à la santé mentale*

- Le Comité consultatif des services de santé mentale ne se réunit pas
- Obligation de se réunir 4 fois par an
- Dernière réunion en juin 2018

La budgétisation et la planification

- Le ministère fournit les montants du budget de le STDSM en se basant sur le montant du budget historique
- Le ministère ne surveille pas l'utilisation du budget des services de traitement des dépendances et de la santé mentale au sein des RRS

Des rapports publics inadéquats

- Rapports publics incomplets sur les temps d'attente
- 8 jours contre 53 jours

Réponse aux recommandations du VGNB

- 8 recommandations ont été adressées au ministère de la Santé
- Le ministère a accepté nos recommandations



Politique sur l'hébergement à l'hôtel

Ministère des Finances et du Conseil du Trésor

Volume II chapitre 4

AUDITOR GENERAL
OF NEW BRUNSWICK



VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Détails de l'audit

Objectif :

Déterminer si la politique du ministère des Finances et du Conseil du Trésor sur les voyages reflète une gestion financière prudente des frais d'hôtel des employés.

Entité auditée :

Ministère des Finances et du Conseil du Trésor

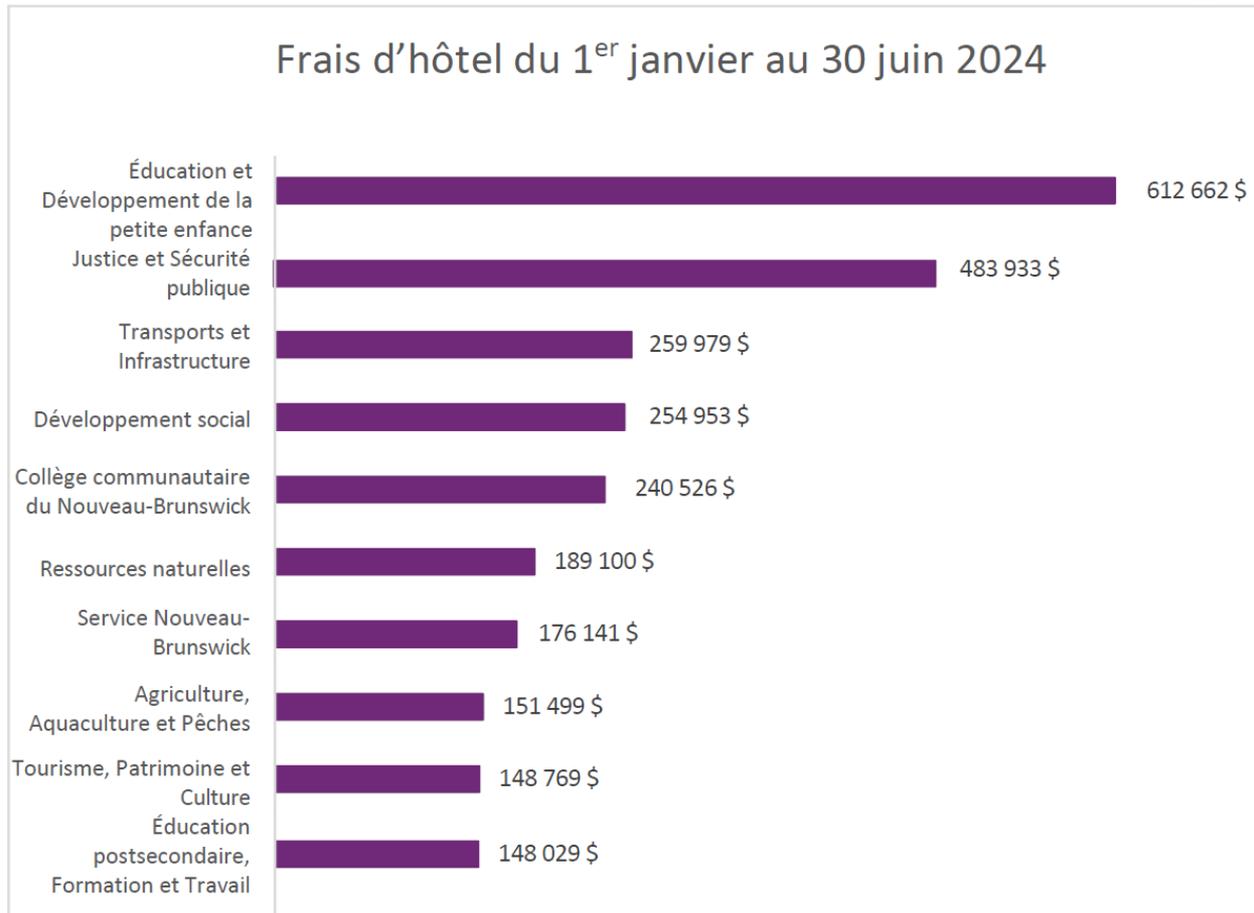
Contexte

- Le gouvernement a cessé de participer au programme de Répertoire des établissements d'hébergement du gouvernement du Canada en janvier 2023
- Coût de la participation : 14 850 \$
- Dépenses d'hôtel : 2023
 - Parties 1 et 2 : 6,5 millions \$
 - Partie 3 : 1,8 million \$

Thèmes généraux

- Analyse inadéquate pour le changement de politique
- Pas d'approbation du Conseil du Trésor
- Manque de clarté de la politique

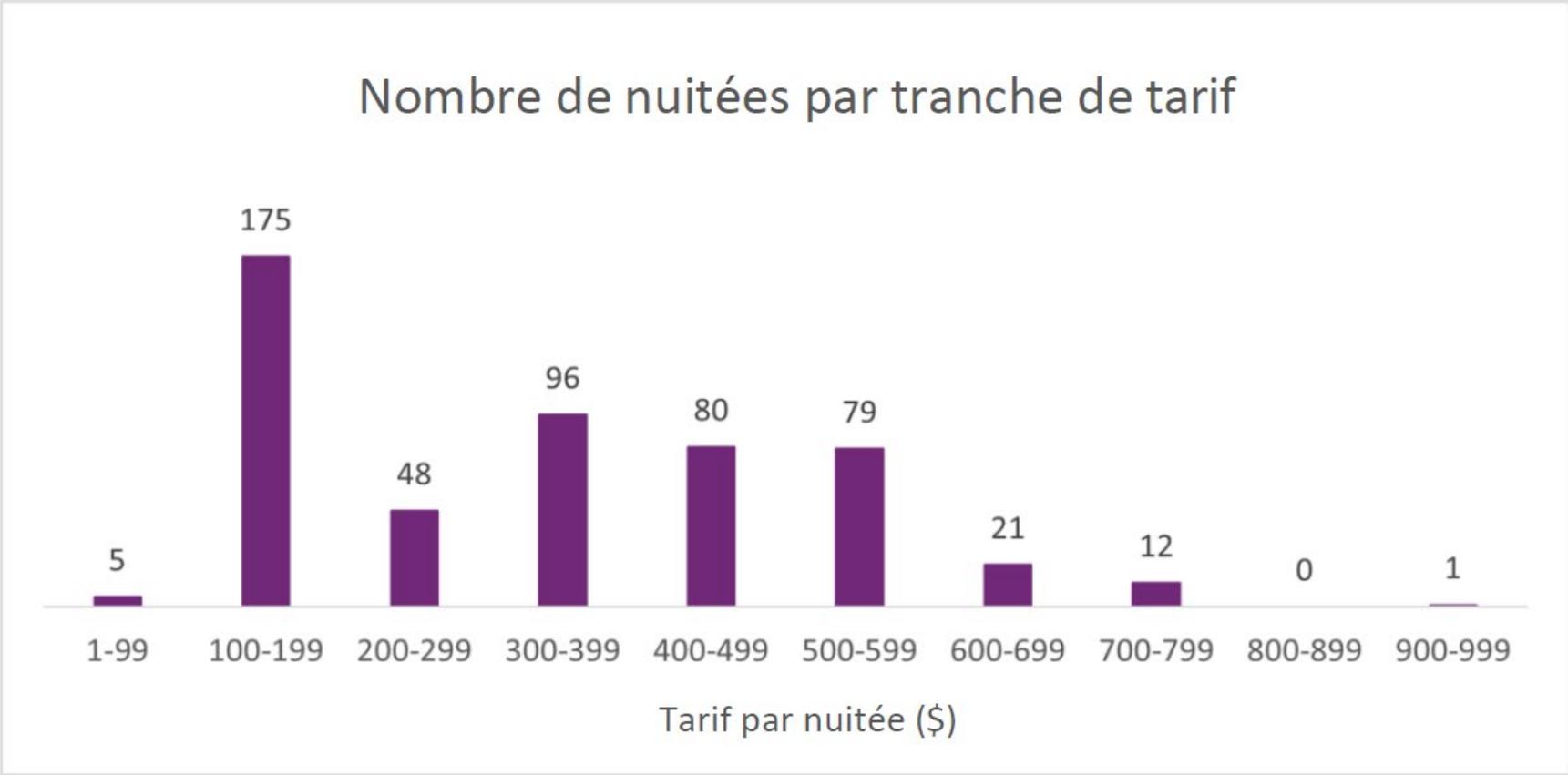
Dix ministères ayant les dépenses hôtelières les plus élevées – 6 premiers mois 2024



Analyse inadéquate

- Aucune analyse documentée n'a été réalisée à l'appui de la décision de cesser de participer au programme de répertoire des établissements d'hébergement
 - Nos tests
 - Augmentation potentielle des coûts de 632 000 \$ par an
 - Exemples de coûts excessifs
 - Barcelone
 - Disney World Resort
 - Toronto

Nombre de nuitées par tranche de tarif



Autres constatations d'audit

- Pas d'approbation du Conseil du Trésor
- Manque de clarté de la politique

Réponse aux recommandations du VGNB

- 3 recommandations adressées au ministère des Finances et du Conseil du Trésor
- Le ministère a accepté nos recommandations



Rapport de situation sur la mise en œuvre des recommandations des années précédentes

Volume II chapitre 5

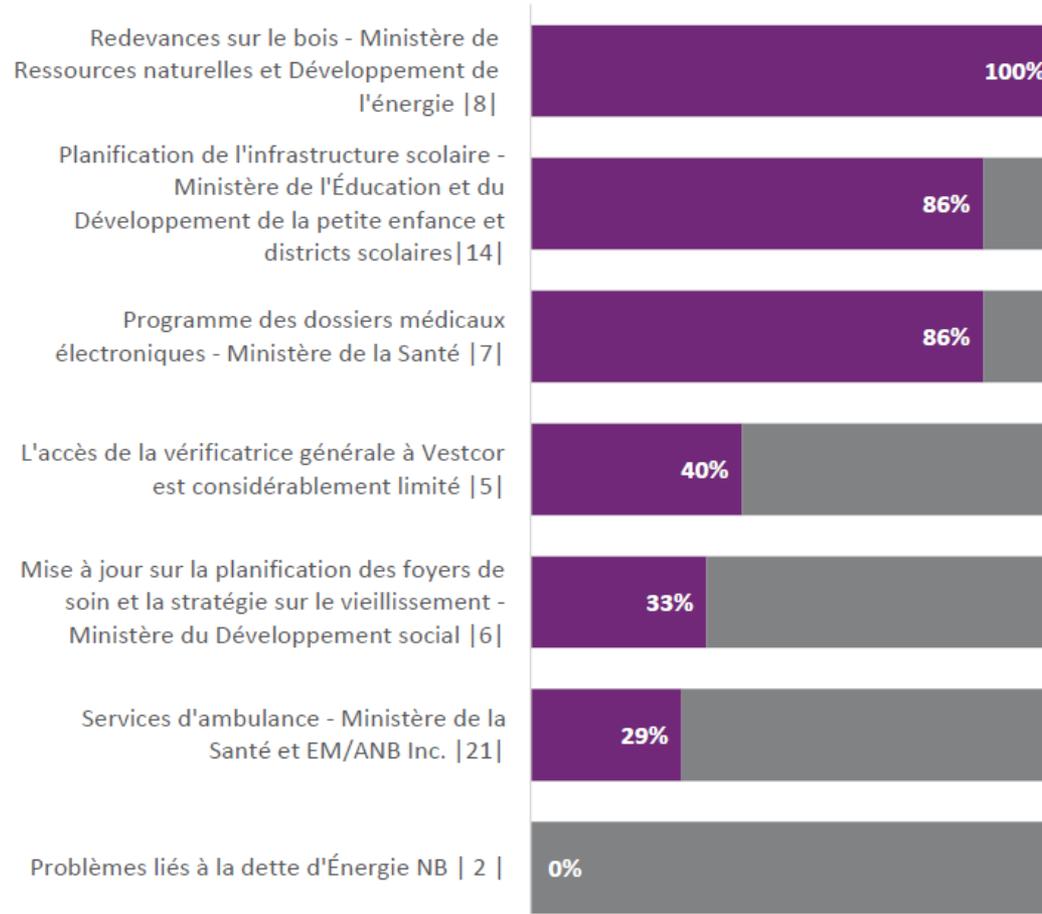
Contexte - processus de suivi

- Nous effectuons des procédures de suivi au cours des années 2, 3 et 4 à la suite de nos rapports
- Au cours de la 4^{ième} année, des travaux supplémentaires peuvent être menés dans certains domaines à risque élevé

État de la mise en œuvre

- 2020 – 57 %
- 2021 – 100 %
- 2022 – 71 %

2020 – État de la mise en œuvre



2021 – État de la mise en œuvre

Facteurs de risque dans la surveillance gouvernementale des organismes de la Couronne - Bureau de Conseil exécutif |5|

100%

Financement lié à la Covid-19 - Prestation de revenu d'urgence pour les travailleurs du Nouveau-Brunswick - Ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail |15|

100%

Financement pour la connectivité rurale à Internet - Société de développement régional et Opportunités Nouveau-Brunswick |13|

100%

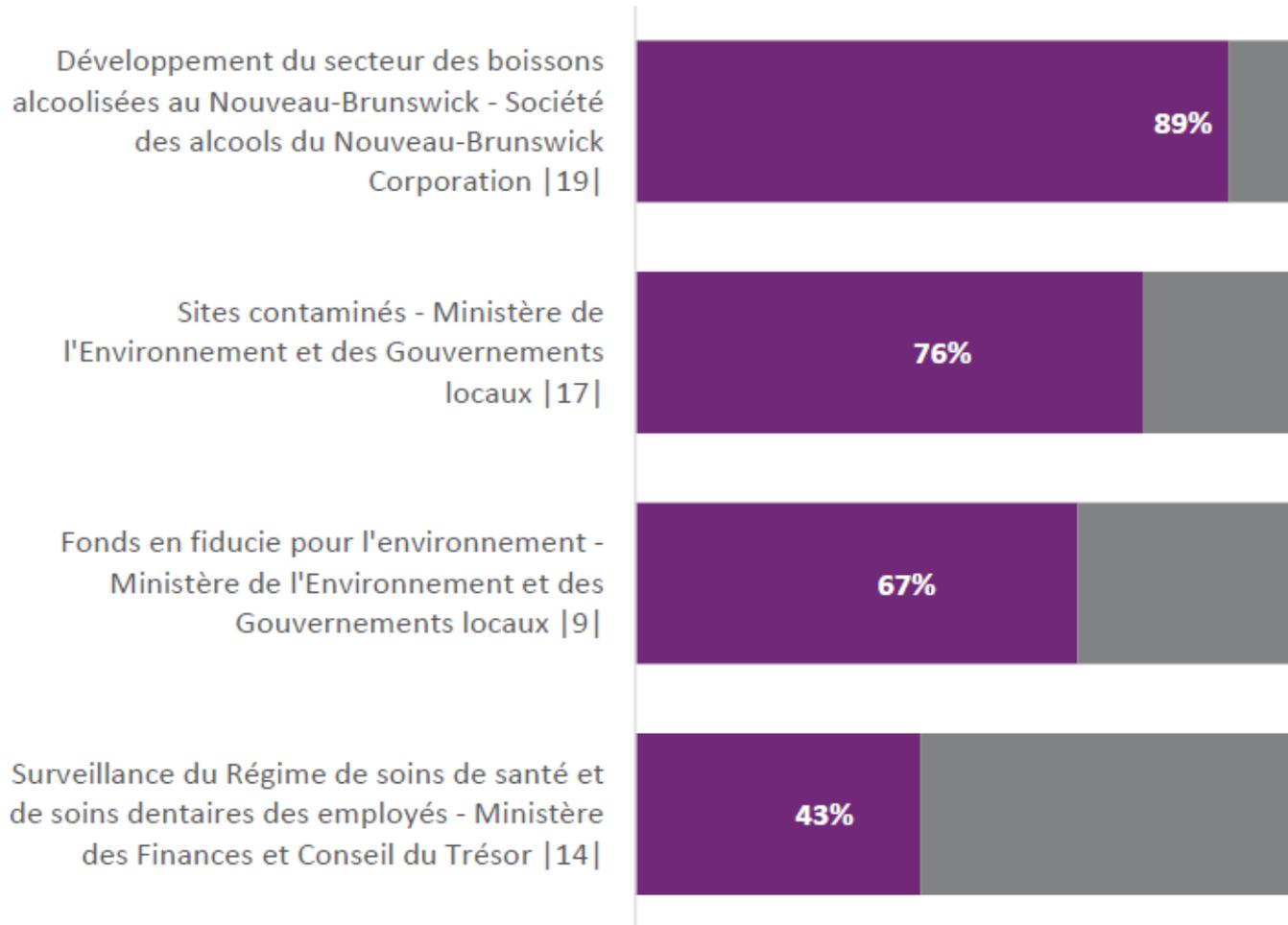
Pratiques relatives aux salaires et aux avantages sociaux des organismes de la Couronne |2|

100%

Programmes résidentiels d'efficacité énergétique - Ministère des Ressources naturelles et du Développement de l'Énergie NB |7|

100%

2022 – État de la mise en œuvre





Rapport du Vérificateur général du Nouveau-Brunswick de 2024

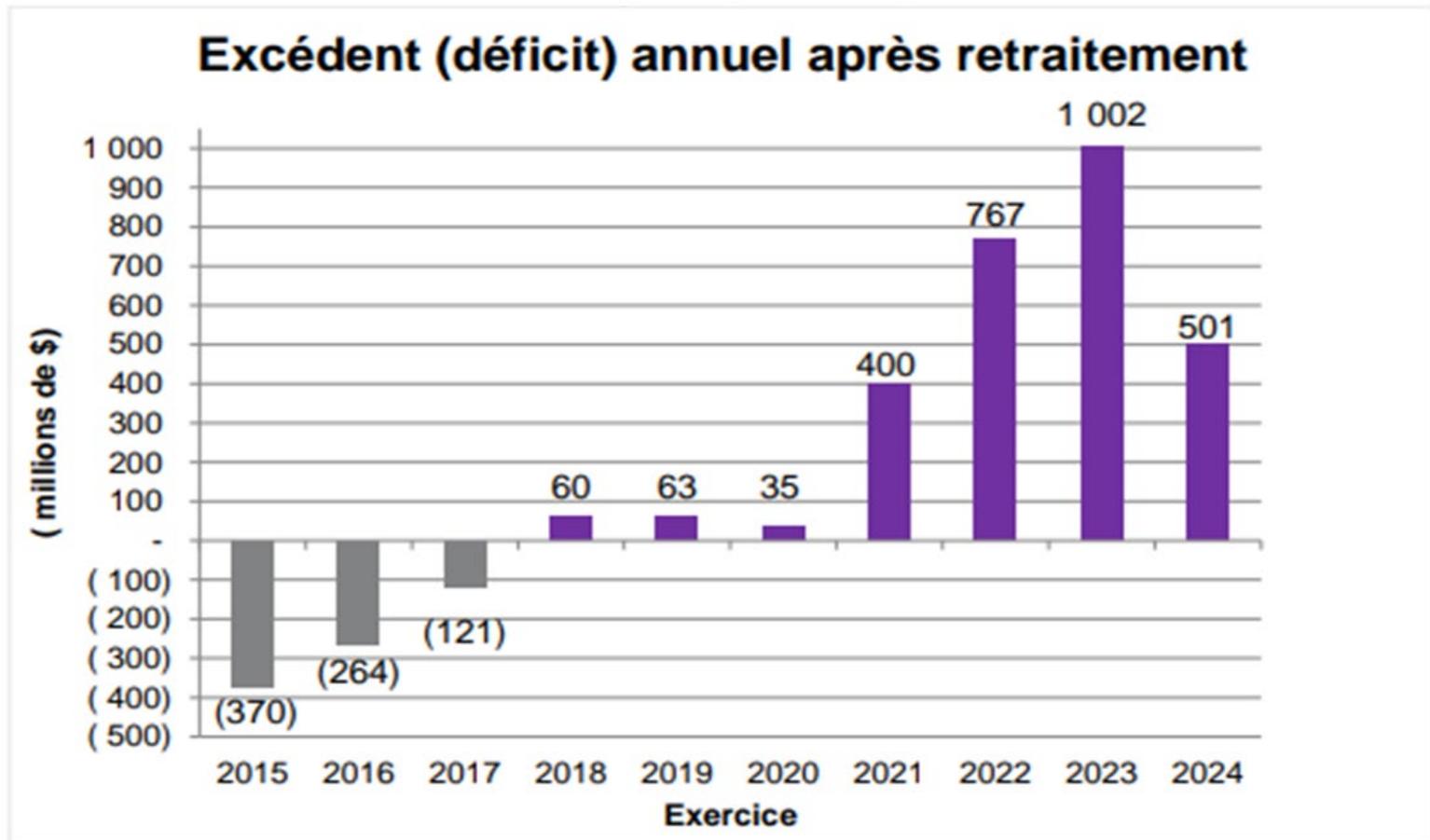
Volume III – audit financier

AUDITOR GENERAL
OF NEW BRUNSWICK



VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
DU NOUVEAU-BRUNSWICK

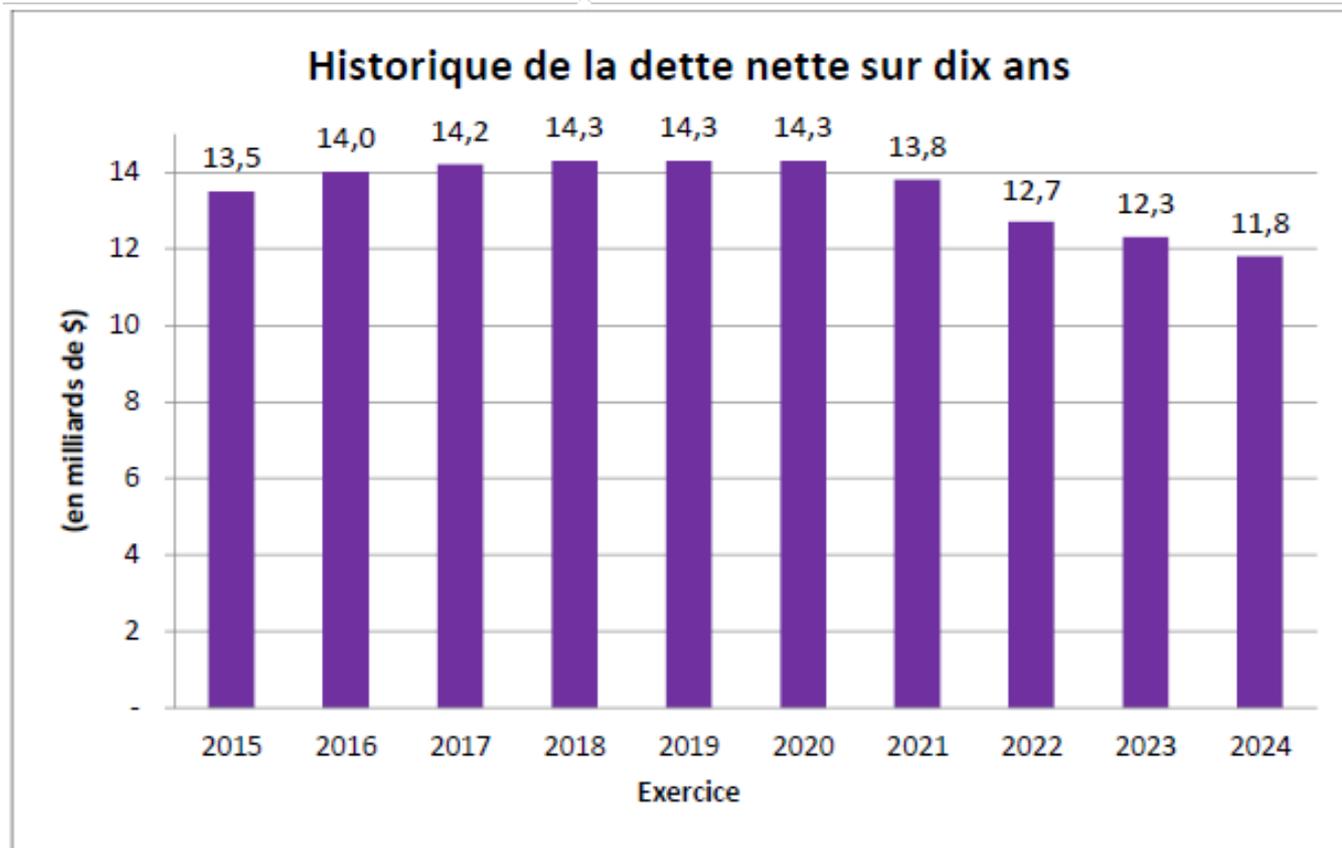
Septième excédent annuel consécutif de la Province



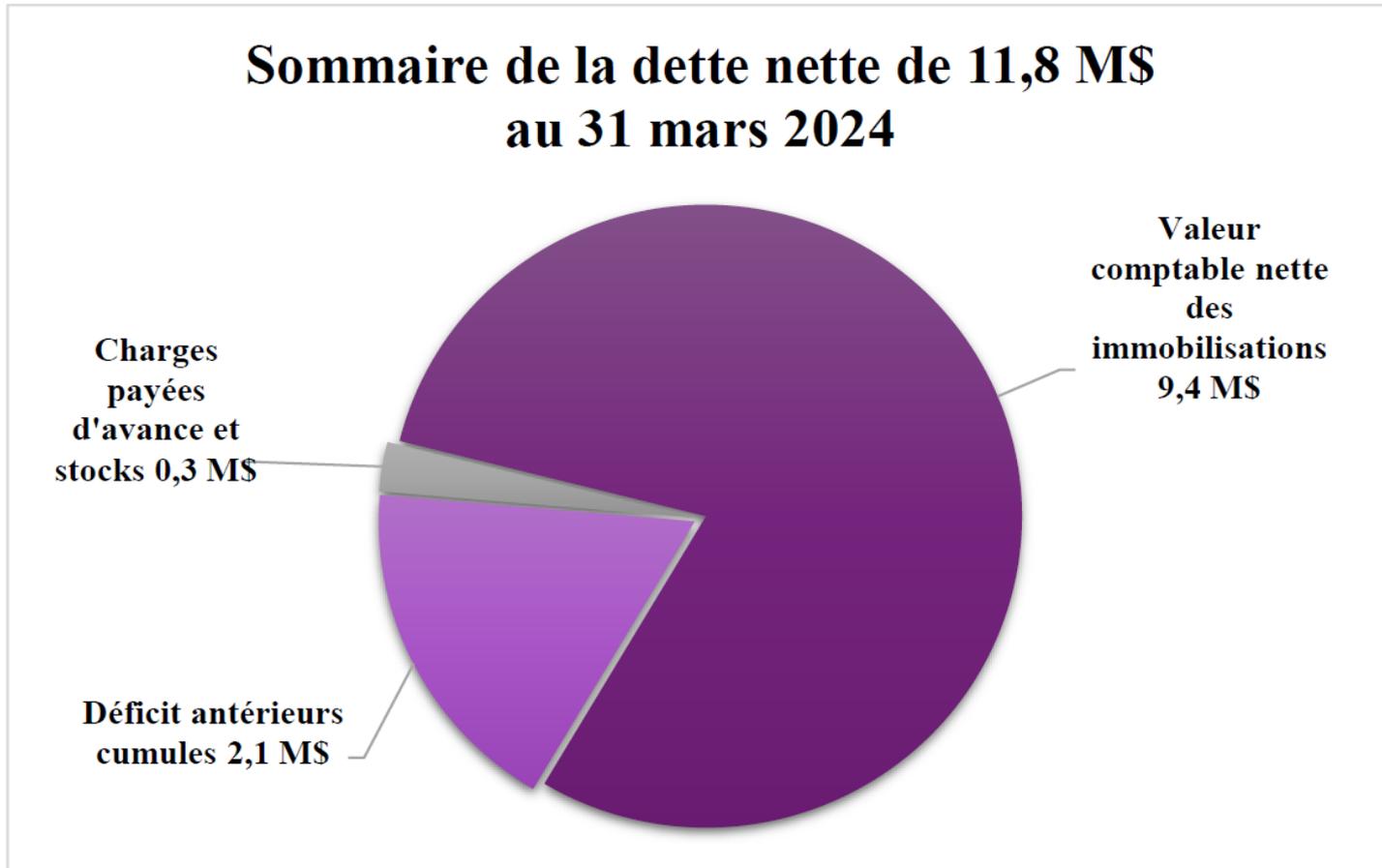
À quoi l'excédent de cette année est-il attribuable ?

Que s'est-il passé depuis l'an dernier ?	
	Dépenses provinciales <i>Augmentation de 1 milliard de dollars par rapport à 2023</i>
	Revenus des impôts provinciaux <i>Diminution de 133 millions de dollars par rapport à 2023</i>
	Autres sources de revenus provinciales <i>Augmentation de 220 millions de dollars par rapport à 2023</i>
	Revenus provenant du gouvernement fédéral <i>Augmentation de 468 millions de dollars par rapport à 2023</i>

La dette nette a diminué pour la quatrième année consécutive



De quoi la dette nette de 11,8 milliards de dollars se compose-t-elle ?



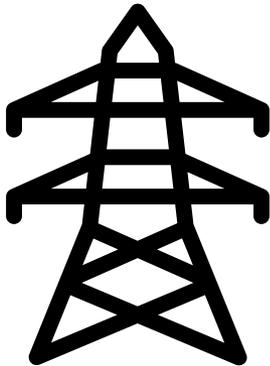
Besoins futurs en trésorerie pour rembourser la dette financée



État de la situation financière du Nouveau-Brunswick

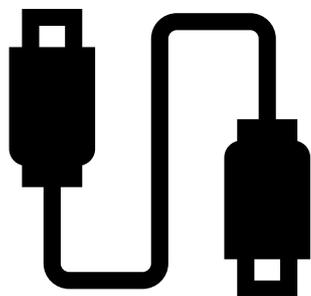
<u>Viabilité</u>	<u>Flexibilité</u>	<u>Vulnérabilité</u>
5/7 indicateurs de tendance à court terme sont favorables	1/3 indicateurs de tendance à court terme est favorable	1/2 indicateurs de tendance à court terme est favorable
3/7 indicateurs de tendance à long terme sont favorables	1/3 indicateurs de tendance à long terme est favorable	1/2 indicateurs de tendance à long terme est favorable
Dans l'ensemble, la situation financière de la province est restée stable depuis 2023		

Autres préoccupations



- Le ministère de la Santé ne recouvre pas opportunément les sommes dues par les entreprises pharmaceutiques
- La capacité d'Énergie NB à assurer l'autofinancer de ses activités reste préoccupante

Risques liés aux systèmes informatiques



- La province continue d'utiliser des systèmes informatiques présentant des risques notés

Questions ?